



PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue Belle Eau -- ZI des Landiers Nord
73000 CHAMBÉRY

Chambéry , le 03/02/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



REGIE DES PISTES DE TIGNES (LES ARMES)

Lieudit Les Armes
73320 TIGNES

Références : 20230131_RAP_Tignes_LesArmes-v2
Code AIOT : 0006111919

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement REGIE DES PISTES DE TIGNES implanté au lieu-dit « Les Armes » à TIGNES (73 320). L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière inspection sur ce site s'étant tenue le 27/03/2013 et la fréquence d'inspection associée étant de 7 ans, le dépôt « Les Armes » est apparue sur le PPC (Plan de Contrôle Pluri-annuel) de l'inspection des installations classées dès l'année 2020.

Cependant, le contexte sanitaire national d'alors (premier confinement lié au CoVid-19) suivi de la « saison blanche » inédite de l'hiver 2020-2021 (fermeture des remontées mécaniques) ont conduit au report de cette inspection sur l'année 2022.

Par opportunité, cette inspection a couvert plus généralement l'ensemble des prescriptions qui ont vocation à s'appliquer au site et s'inscrit également dans le cadre d'une opération régionale de la DREAL en 2022 relative aux « audits électriques et foudre ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGIE DES PISTES DE TIGNES (LES ARMES)
- Lieudit Les Armes 73320 TIGNES
- Code AIOT : 0006111919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Au titre du Code de la défense, le dépôt « Les Armes » a fait l'objet d'un arrêté d'agrément technique délivré le 04/07/2011, modifié en dernier lieu le 05/10/2020 dans le cadre du renouvellement quinquennal de l'étude de sûreté, pour une capacité de stockage de XXX tonne d'explosifs. Cet arrêté est valable jusqu'au 01/12/2025.

Au titre du Code de l'environnement, ce dépôt a fait l'objet d'une déclaration au titre ICPE délivrée le 25/01/2007. Suite aux évolutions réglementaires de 2010 et suite à une demande d'antériorité au titre du bénéfice des droits acquis dûment formulée par courrier du 27/07/2010 de M. Arnaud TRINQUIER, en sa qualité de Directeur de la régie des pistes de Tignes, ce dépôt a été soumis au régime de l'autorisation sous la rubrique 1311-2 de la nomenclature des ICPE.

Un récépissé de déclaration au titre des droits acquis lui a alors été délivré le 27/12/2011, pour une quantité équivalente¹ de XXX kg ; ce récépissé encadre le fonctionnement du dépôt en lui rendant applicable les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29/02/2008, lequel est applicable aux installations relevant du régime de la simple déclaration sous la rubrique n° 4220.

Suite aux évolutions réglementaires de 2015, ce dépôt relève au jour de l'inspection du régime de l'autorisation sous la rubrique 4220-1 de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Outre la situation administrative du site, l'inspection a eu pour objet le contrôle des conditions de stockage, la tenue générale des installations ainsi que les dispositions d'exploitation applicables en termes de sûreté.

Par ailleurs, l'inspection a permis de faire le point sur la périodicité des vérifications à conduire s'agissant des installations électriques, ainsi que sur les attendus documentaires en matière de protection contre le risque Foudre.

L'inspection a également permis la vérification par opportunité des points 2.1 et 12.5 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 29/02/2008 relatifs, respectivement aux règles d'implantation (distances d'éloignement) des dépôts d'explosifs et aux conditions de transports de marchandises de l'aire de chargement jusqu'au dépôt en stations de sports d'hiver.

Faute de temps à passer sur la partie "salle", afin de ne pas gréver celui dédié à la visite des installations lors de la partie "terrain", le respect à l'annexe 1, des point 1.4, 3.5, 3.7 et 4.7 de l'arrêté ministériel du 29/02/2008 n'a pas été vérifié. Ceux-ci portent sur l'aspect documentaire du suivi des installations et notamment les dossiers à tenir à la disposition de l'inspecteur, le registre détaillé des entrées/ sorties des explosifs ainsi que les consignes d'exploitation et de sécurité. Leur contrôle spécifique pourra faire l'objet d'une inspection prochaine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constats qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

1 Voir en annexe confidentielle

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet de la Savoie ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

SECUBEX²

À la date de l'inspection, le Sécubex ne doit pas être stocké dans le dépôt d'explosifs.

Depuis le 1er janvier 2020, le décret 2019-1406 du 18/12/2019 confie aux préfets de département l'instruction et la délivrance d'autorisation de production d'explosifs à usage civil tel que le Sécubex.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéfice de l'antériorité	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.513-1 et R.513-1	/	Sans objet
3	Modifications	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.2	/	Sans objet

² Le SECUBEX est un explosif liquide bi-composant, utilisé aujourd'hui dans les projectiles de l'avalancheur et en charge manuelle ou employé pour les opérations de déroctage pendant les travaux d'été. Les deux composants : le S1 (classe 3) et le S2 (classe 8) sont des produits chimiques non explosifs. Ils sont non dangereux pour le transport, le stockage et les manipulations. Quand ils sont intimement mélangés ils deviennent alors un puissant explosif (équivalent TNT=1,25). Moins sensible que la dynamite, son initiation nécessite un détonateur de 2gr. La durée d'utilisation est de 4 heures et le temps de stérilisation totale est de 48 heures. Au-delà, il n'y a plus de risque d'explosion.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Règles d'implantation et Clôtures	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.1	/	Sans objet
11	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.6.	/	Sans objet
14	Transports	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 12.5.	/	Sans objet
16	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
17	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.1.1	/	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.4.4.	/	Sans objet
6	Aménagement et organisation des stockages	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.14.	/	Sans objet
7	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.1.	/	Sans objet
8	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.2.	/	Sans objet
9	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.3.	/	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.4.	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 4.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Interdiction des feux	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 4.5.	/	Sans objet
15	Prises de terre et paratonnerres	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.12.	/	Sans objet
18	Transport des marchandises dangereuses par route	Règlement européen du 01/01/2019, Anx A > article 1.1.3.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé deux non-conformités principales :

1. la première concernant le dispositif de protection contre la foudre, lequel , semble-t-il, a été installé sans une analyse préalable des besoins spécifiques du dépôt,
2. la seconde sur l'absence de vérification périodique des installations électriques.

L'exploitant s'est engagé à déployer les mesures correctives dans les meilleurs délais.

Les conditions de transport des charges lors des opérations d'assort du dépôt ont été approfondies postérieurement à l'inspection et ont permis de définir un trajet qui garantisse le respect des distances minimales par rapport à tout enjeu vulnérable (bâtiment présentant un risque d'incendie, d'explosion, susceptible d'héberger des personnes tierces) sur l'intégralité du parcours.

Administrativement, l'inspection a permis de constater la bonne convergence des timbrages sur les actes délivrés au titre du Code de l'environnement, d'une part, et du Code de la Defense, d'autre part. Cependant, le fait que l'exploitation de ce dépôt - relevant du régime de l'autorisation - soit régie par des prescriptions relatives aux installations soumises à déclaration dénote d'un défaut de proportionnalité qu'il convient de corriger. Une proposition de prescription est donc annexée au présent rapport, pour permettre un encadrement administratif de ce dépôt qui soit cohérent avec les autres installations de ce type, situées en Savoie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéfice de l'antériorité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.513-1 et R.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
Constats : L'exploitant bénéficie, pour le dépôt Les Armes, d'un récépissé de déclaration au titre des droits acquis pour la rubrique n°1311, daté du 27/12/2011, pour une quantité équivalente de matière active de XXX kg (cf. Anx confidentielle). Ce récépissé a été pris au bénéfice de M. Arnaud TRINQUIER en sa qualité de Directeur de la régie des pistes de Tignes. L'exploitant a par ailleurs procédé à la révision quinquennale de son étude de sûreté, qui a été actée par l'arrêté préfectoral du 05/10/2020, modifiant l'arrêté du 04/07/2011 valant autorisation d'exploiter ce dépôt et agrément technique, pour le stockage de XXX kg. Cependant, la situation administrative du dépôt n'est pas pleinement régulière, car l'exploitant n'a pas sollicité auprès du préfet de la Savoie le bénéfice du droit à l'antériorité pour la rubrique 4220, comme l'article L.513-1 du Code de l'environnement lui en offre la possibilité.
Observations : Il appartient donc à l'exploitant de se faire connaître auprès du préfet pour l'exploitation d'un dépôt soumis à la rubrique n°4220-1 de la nomenclature des installations classées. S'agissant d'une installation relevant du régime de l'autorisation, mais non soumise à obligation de constitution des garanties financières, le législateur impose depuis le 1 ^{er} janvier 2021 que toutes les demandes arrivent auprès du guichet unique ICPE sous forme dématérialisée. Ainsi, il convient de remplir le formulaire en ligne disponible à l'adresse ci-dessous : https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R42638
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : Le dépôt est implanté à l'emplacement indiqué. Il n'a pas été déménagé. Il n'a pas été réalisé conformément aux plans contenus dans le dossier de juillet 2006, qui indiquait la réalisation d'une unique pièce rectangulaire d'une superficie de 15 m ² .
Observations : Les suites attendues sont traitées au point suivant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les éléments susceptibles d'avoir modifié et mis à jour ceux figurés dans le dossier de juillet 2006.
Observations : Cette mise à jour devra être portée par courrier et transmise : Par courrier : GUICHET UNIQUE ICPE Pôle Expropriations Publiques et Installations Classées (PEPIC) Service Coordination des Politiques Publiques (SCPP) PREFECTURE DE LA SAVOIE - BP 1801 - 73018 CHAMBÉRY Par courriel : pref-icpe@savoie.gouv.fr
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Règles d'implantation et Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée de manière que la zone d'effets Z2 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 modifié fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques soit contenue dans l'enceinte du site. On entend par site la zone où aucune personne étrangère à l'exploitation de l'installation n'a libre accès. En complément des dispositions précédentes, les installations de stockages d'explosifs situés dans les réserves attenantes des établissements recevant du public mentionnées au point 11 de la présente annexe sont implantées de telle sorte que : — les zones d'effets Z1 à Z5 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susmentionné ne touchent pas l'espace de vente de l'établissement ; — les zones d'effets Z1 à Z4 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susmentionné ne touchent pas les zones accessibles au public, notamment les parkings. Dans un même bâtiment, les zones de stockage sont séparées des zones où peuvent avoir lieu des opérations de reconditionnement (par ex., opérations de prélèvements d'artifices de divertissement ou "picking") par un dispositif assurant le découplage ainsi que la protection contre les effets d'un incendie survenant dans les locaux de reconditionnement. Sans préjudice des dispositions prévues par le ministère en charge de l'intérieur, une clôture est installée autour du dépôt afin de signaler l'interdiction d'accès.
Constats : L'implantation du dépôt au regard de ses zones d'effets Z1 à Z5 est conforme. La zone de stockage à l'intérieur du dépôt est séparée de celle dédiée aux opérations de préparation. La matérialisation de la clôture signalant l'interdiction d'accès dans les zones d'effets Z1 et Z2 n'est déployée ni autour du dépôt, ni sur son chemin d'accès.
Observations : L'interdiction d'accès au dépôt doit donc être matérialisée par un dispositif barrant physiquement le chemin d'accès et ne pouvant pas laisser de doutes quant à l'intentionnalité d'un éventuel franchissement par un tiers. L'exploitant transmettra donc les éléments : - cartographiques, indiquant le tracé de la zone Z2 et élément photographique de la clôture et des panneaux de signalisation de l'interdiction d'accès ; - indiquant l'inclusion du suivi des clôtures dans un registre de surveillance périodique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.4.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf démonstration que cette mesure aggrave les conséquences d'un accident, les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, et gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. La surface utile de ces dispositifs d'ouverture n'est pas inférieure à : — 2 % si la superficie à désenfumer est comprise entre 1 000 et 1 600 m ² ; — à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m ² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.
Constats : La zone à désenfumer est inférieure à 1000 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.14.
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. En particulier, les matériaux utilisés pour les récipients de stockage sont adaptés aux produits stockés et les produits chimiquement incompatibles ne sont pas stockés ensemble.</p> <p>Toutes mesures utiles sont prises, notamment par le choix judicieux des matériaux ou des revêtements, pour qu'aucune réaction dangereuse ne puisse se produire en cas de contacts, chocs ou frottements avec les sols, parois, plafonds ou charpentes des locaux où s'effectuent des opérations pyrotechniques.</p> <p>Les matériaux constituant les emballages et pouvant être en contact avec des matières explosibles ne sont pas susceptibles de provoquer des frottements ou réactions dangereux avec ces matières. Un dépôt, une armoire ou un coffre ne sert qu'à la conservation des produits explosifs pour lesquels il est prévu et ne contient aucune accumulation d'autres matières facilement inflammables.</p> <p>Les conditions de stockage permettent de maintenir les substances ou préparations sensibles à l'abri de la lumière, de l'humidité, de la chaleur et de toute source d'inflammation.</p> <p>Dans les locaux où se trouvent des matières ou objets explosifs sensibles à l'action du rayonnement solaire, les vitres ne présentent pas de défaut ou d'aspérité susceptible de faire converger les rayons du soleil et sont munies de stores maintenus en bon état ou recouvertes d'un enduit limitant le rayonnement solaire.</p> <p>Le sol et les murs des ateliers et des locaux de stockage sont lisses et faciles à nettoyer.</p> <p>Les stockages ne comportent aucune fenêtre susceptible de générer des éclats tranchants en cas de surpression interne ou externe. Les portes des issues s'ouvrent vers l'extérieur. Par ailleurs, dans les locaux où sont manipulées des matières sensibles aux chocs, les portes sont munies d'un dispositif approprié s'opposant à leur fermeture brutale.</p> <p>Les explosifs conservés dont le vieillissement compromet la stabilité chimique font l'objet d'un contrôle dont la périodicité est fixée par les consignes et sont évacués et détruits si le résultat de ce contrôle est défavorable. Les résultats du contrôle sont consignés sur un registre qui porte les nom et qualité de la personne qui en est chargée.</p> <p>Les emballages dégradés sont immédiatement retirés du dépôt et celui-ci est soigneusement nettoyé des matières éventuellement répandues. L'organisation du stockage évite tout mélange accidentel de matières pouvant donner lieu à des réactions dangereuses.</p> <p>Les emballages renfermant des produits explosifs sont empilés de façon stable. Lorsque la manutention se fait à la main, le fond des emballages ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol. Les emballages renfermant des produits explosifs ne sont pas jetés ou traînés.</p> <p>Les emballages ne sont pas ouverts dans les "locaux" de stockage.</p> <p>Les emballages contenant un reliquat de produits explosifs peuvent être réintégrés dans le dépôt à condition d'avoir été vérifiés et convenablement refermés.</p> <p>Afin d'éviter tout confinement susceptible d'aggraver les risques, un espace libre d'au moins un mètre est laissé entre le sommet des stockages et le plafond.</p> <p>Constats : Le timbrage de l'installation ainsi que les hauteurs de stockages sont respectés. Il n'a pas été constaté la présence d'autres produits explosifs que ceux pour lesquels le dépôt est autorisé. En revanche, l'exploitant stocke également du Secubex S1, un produit liquide inflammable, dans ses cellules d'explosifs 1.1.</p> <p>La législation dispose « qu'un dépôt, une armoire ou un coffre ne sert qu'à la conservation des produits explosifs pour lesquels il est prévu et ne contient aucune accumulation d'autres matières facilement inflammables ».</p> <p>Dans ces conditions, le stockage de Secubex S1 ne peut être maintenu dans les cellules. L'exploitant devra l'évacuer vers une zone libre de stockage d'explosifs. Il attestera de cette évacuation par la transmission d'éléments photographiques à l'inspection des installations classées et par l'indication du nouveau lieu de stockage.</p>

Observations : voir les propositions d'action formulées en "partie confidentielle"
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : Une personne est nommément désignée comme "responsable" de la surveillance du dépôt. Le dépôt est télésurveillé. Le contrat de télésurveillance est en vigueur. Par ailleurs, la capacité de réaction de la télésurveillance a été testée et jugée satisfaisante lors de l'inspection, donnant lieu à une levée de doute par appel téléphonique passé rapidement (moins d'1 minute) au responsable du dépôt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations. En dehors des heures de travail les locaux contenant des produits explosifs sont fermés à clef s'ils ne font pas l'objet d'une surveillance permanente.
Constats : Les accès du dépôt sont verrouillés par une serrure certifiée A2P 2.
Observations : La liste des personnes autorisées à accéder au dépôt, telle qu'elles figurent dans l'étude de sureté, doit être mise à jour pour tenir compte des arrivées et des départs récents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Pour les produits explosifs, les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger, conformément à la réglementation relative au marquage et à l'identification des produits explosifs.
Constats : Les noms des produits et les symboles de danger sont affichés très lisiblement sur les emballages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits. Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques et des zones de combustion des déchets sont désherbés et débroussaillés ; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Les merlons de terre sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.
Constats : Les locaux sont propres et nettoyés. Aucun amas de matières dangereuses ou polluantes n'a été observé. La consistance du manteau neigeux n'a pas permis d'apprécier lors du contrôle que les abords immédiats sont correctement désherbés et débroussaillés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas disposer de rapports de vérification des installations électriques ; celles-ci restent réglementairement requises pour les dépôts d'explosifs soumis à la législation ICPE, que ces derniers relèvent du régime de la déclaration comme de l'autorisation. L'exploitant devra faire contrôler les installations électriques de son site par un bureau de contrôle compétent. Il veillera à transmettre le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, qui n'excéderont pas trois mois à compter de la notification du présent rapport.
Observations : L'arrêté du 10 octobre 2000 fixe une périodicité annuelle pour ces contrôles ; le point de départ étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement, si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : — d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque et de pelles ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; — d'un système interne d'alerte incendie. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant établit un accord avec les services d'incendie locaux, sous la forme d'un plan désignant les moyens d'intervention à faire intervenir en cas d'accident.
Constats : La présence sur site d'une réserve de sable et d'un extincteur a été constatée ; la vérification périodique de ce dernier n'est cependant pas à jour (octobre 2020). L'exploitant veillera à respecter la périodicité annuelle des campagnes de vérification des extincteurs; il renseignera, en cohérence, le registre associé, qu'il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 4.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Par ailleurs, il est interdit de fumer dans l'enceinte pyrotechnique et de pénétrer dans le dépôt muni d'un téléphone cellulaire, au regard des possibles interférences susceptibles de présenter un risque d'amorçage des matériels comportant des dispositifs électro-pyrotechniques. Ces interdictions seront affichées en caractères apparents. Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur, ou à air chaud dont la source se situe en dehors de l'aire de stockage, de manipulation ou d'emploi sont utilisées. L'utilisation de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est interdite. L'utilisation de convecteurs électriques est autorisée s'ils sont dotés d'un indice de protection adapté (IP55). Dans les locaux pyrotechniques, lorsque le chauffage est assuré par des radiateurs, ceux-ci sont en matériau peu altérable ou recouverts d'un enduit approprié. S'ils sont susceptibles d'être recouverts de poussières dangereuses, ils sont à parois lisses. Leur disposition par rapport aux sols, aux parois, aux plafonds permet le nettoyage facile sur toutes les faces. Ils sont en outre munis de dispositifs empêchant que des objets puissent être déposés au contact des surfaces chaudes. Si, dans les locaux où sont susceptibles de se trouver des poussières, gaz ou vapeurs explosibles ou inflammables, le chauffage est assuré par circulation d'air chaud, les générateurs d'air chaud sont situés à l'extérieur des locaux, tout recyclage étant interdit, à moins qu'il ne soit convenablement épuré avant chaque recyclage au moyen d'un appareillage régulièrement vérifié et nettoyé. Il est interdit d'assurer la production d'air chaud par circulation d'air autour d'une chambre de combustion. L'emplacement des arrivées d'air chaud est choisi de manière à éviter toute turbulence susceptible de soulever des poussières dans le local.
Constats : Le local de stockage et de préparation n'est pas chauffé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 12.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages d'explosifs situés dans les stations de sports d'hiver
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations régulièrement mises en service avant le 15 mai 2011 ainsi que dans la seule période allant du 1er novembre au 31 mai pour les installations déclarées après le 15 mai 2011, sans préjudice des dispositions prévues par la réglementation relative au transport de marchandises dangereuses, dans le cas où le chargement ou le déchargement des véhicules de livraison au niveau de l'installation est physiquement impossible, ceux-ci peuvent s'effectuer à partir d'une aire strictement réservée à cet effet, durant tout le temps nécessaire à l'opération, sous réserve du respect des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les produits explosifs sont transportés dans des emballages admis au transport fermés ; — lors du chargement ou du déchargement sur l'aire, aucune personne étrangère à cette opération ou à l'exploitation de l'installation ne se trouve à moins d'une distance de 65 mètres ; — durant toute l'opération de déchargement et de transfert, une personne autorisée par l'exploitant est présente en permanence pour s'assurer du bon déroulement des opérations et donner l'alerte le cas échéant ; — l'entreposage sur l'aire de déchargement est limité au temps strictement nécessaire à l'opération de déchargement et de transfert. En aucun cas, les explosifs ne sont laissés sans surveillance ; — le transfert jusqu'au dépôt s'effectue par des chemins identifiés à l'avance et éloignés d'une distance suffisante de toute installation, équipement ou bâtiment présentant un risque caractérisé d'incendie ou d'explosion. Cette distance est au minimum de 30 mètres dans le cas où la quantité transportée est inférieure ou égale à 50 kg et de 40 mètres dans les autres cas ; — les personnes étrangères à l'opération de transfert ou à l'exploitation de l'installation sont tenues éloignées d'une distance suffisante des voies empruntées. Cette distance est au minimum de 30 mètres dans le cas où la quantité transportée est inférieure ou égale à 50 kg et de 40 mètres dans les autres cas ; — les produits incompatibles au sens de l'annexe VI du présent arrêté ne sont pas transportés ensemble. <p>Constats : L'exploitant dispose d'une aire de livraison définie dans son étude de sureté du 25/10/2018 (annexe 1-2) et qui est située comme indiqué en annexe photographique.</p> <p>En faisant abstraction des bâtiments accueillant la régie des pistes, cette aire de livraison est positionnée à une distance tout juste suffisante des bâtiments les plus proches. Il conviendra toutefois de mettre en place un barrage adapté (voir annexe confidentielle).</p> <p>Le transfert des produits explosifs depuis l'aire de livraison vers le dépôt emprunte un chemin identifié à l'avance ; ce chemin a été parcouru lors de l'inspection et jouxte des lieux d'habitation (immeubles et chalets) susceptibles d'héberger des personnes tierces à l'opération de transfert. Cette proximité ne respecte pas les distances minimales forfaitaires, ni de 40 mètres (dans le cas d'une installation soumise à l'arrêté ministériel du 29/02/2008), ni à la zone d'effets Z2 calculée sur la base de la quantité de masse active susceptible d'être présente dans le véhicule de transfert (dans le cas d'une installations soumise à l'arrêté ministériel du 29/07/2010).</p> <p>Or, l'exploitant doit pouvoir garantir les distances d'éloignement entre le véhicule de transfert et tout bâtiment présentant un risque caractérisé d'incendie ou d'explosion ou susceptible d'héberger des personnes étrangères à l'opération de transfert.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a proposé un nouveau trajet qui respecte à la fois la distance minimale forfaitaire de 40 mètres, mais également celle associé à une Z2 correspondant à un chargement de 400 kg d'explosifs.</p>

Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité, lors du déchargement sur l'aire de livraison, de garantir qu'aucune personne tierce ne se trouve à moins de 65 mètres de cette opération. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de pouvoir s'assurer, dans la durée, de l'isolement des aires de livraison, en particulier vis-à-vis des projets immobiliers ou des modifications de voirie susceptibles d'en faire varier l'environnement et les distances aux tiers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Prises de terre et paratonnerres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.12.
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments de stockage sont équipés de moyens de protection efficaces contre la foudre selon les normes en vigueur. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Le registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée.
Constats : Lors de la visite, la présence d'équipements de protection contre la foudre a été constatée. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de document qui indiquerait que les protections ainsi déployées seraient correctement dimensionnées par rapport au risque pesant sur ce dépôt.
Observations : Les suites attendues sont traitées au point suivant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une analyse du risque foudre (ARF) sur le dépôt d'explosifs Les Armes. Aussi, l'exploitant n'est-il pas en mesure de confirmer le bon dimensionnement de son dispositif de protection. Il conviendra qu'il prenne l'attache d'un bureau d'études pour réaliser cette analyse et ainsi déterminer le caractère suffisant de la protection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : Selon les conclusions de l'ARF en lien avec les dispositifs de protection déjà installés, si ces moyens se révèlent insuffisants ou inadaptés, une étude technique (ET) devra être menée pour définir les travaux de protection adéquats à déployer.
Observations : En cas d'une nécessité d'un renfort des dispositifs de protection identifiés dans l'ARF, la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, conformément à l'ET et au plus tard deux ans après l'élaboration de l'ARF.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 01/01/2019, Anx A > article 1.1.3.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exemptions liées aux quantités transportées par unité de transport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsque les marchandises dangereuses transportées dans l'unité de transport appartiennent à la même catégorie, la quantité maximale totale est indiquée dans la colonne au tableau ci-dessous : [...] 1/ Classe 1 (1.1B à 1.1J/2/1.2B à 1.2J/1.3C/1.3G/1.3H/1.3J/1.5D) : Quantité maximale totale par unité de transport = 20 kg de la matière explosible – 2/ Classe 1 (1.4B à 1.4G/1.6N) – Quantité maximale totale par unité de transport = 333 kg de la matière explosible – 4/ Classe 1 (1.4S) – Quantité maximale totale par unité de transport = illimitée</p>
<p>Constats : Il a été constaté que des opérations de transport de charges pouvaient épisodiquement avoir lieu entre les stations de Tignes et le domaine voisin de Val d'Isère.</p> <p>Cette situation est acceptable, que ce soit de site à site ou en empruntant le domaine public routier, dans le strict respect des conditions listées plus bas (voir "observation").</p>
<p>Observations : 1/ Tout produit explosif transporté sur le site, même sur de faibles distances, l'est dans des emballages adaptés et fermés et avec des véhicules compatibles et adaptés aux risques qu'ils présentent et à leur nature ;</p> <p>2/ Le transfert jusqu'au dépôt s'effectue par des chemins identifiés à l'avance et situés à une distance minimale correspondant à la zone des effets dominos, calculés sur la base de la quantité de masse active susceptible d'être présente dans le véhicule de transfert, de toute installation, équipement ou bâtiment présentant un risque caractérisé d'incendie ou d'explosion ;</p> <p>3/ Les personnes étrangères à l'opération de transfert ou à l'exploitation de l'installation sont tenues éloignées d'une distance minimale correspondant à la zone d'effets Z2 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé, calculés sur la base de la quantité de masse active susceptible d'être présente dans le véhicule de transfert, des voies empruntées ;</p> <p>4/ En cas d'emprunt du domaine public routier et en dehors des transporteurs ADR, le transport de charge explosives (de classe 1.1 D) est toléré dans la limite de 20 kg de matière explosible par unité de transport. Cette tolérance est portée à une masse de 50 kg pour les produits dont les numéros ONU sont 0081, 0082, 0084, 0241, 0331, 0332, 0482, 1005 ou 1017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet